

CHAPITRE 1

GENÈSE ET AFFIRMATION DE LA DIVERSITÉ : DES AFFRONTEMENTS À LA COMPLÉMENTARITÉ TERRITORIALE

Gabriel Wackermann

I. AFFRONTEMENTS ET ASSIMILATIONS INITIAUX

Dès l'Antiquité, le territoire que nous sommes convenus d'appeler Europe – sans que la discussion sur ses limites ne soit close – a été soumis à d'imposantes influences, des bouleversements successifs, des brassages multiples de peuples et de cultures, une histoire et un devenir qui lui ont conféré une réelle originalité demeurée complexe et hétérogène (encadré ci-dessous).

C'est d'abord l'orientalisation de l'Europe qui s'est affirmée par l'apport des Phéniciens, jusqu'à Carthage, en Afrique, et aux Colonnes d'Hercule donnant sur l'Atlantique. Le monde juif, héritier d'une profonde culture proche-orientale, elle-même fécondée par les civilisations moyen-orientales, par son installation aux bords de la Méditerranée occidentale, puis par sa vigoureuse diaspora, a marqué l'« Occident » de son empreinte. L'influence des Aryens, installés en Inde autour de 1300, s'est ajoutée à cette influence orientale.

Si l'orientalisation des rives de la Méditerranée occidentale et de leurs arrière-pays a été un fait marquant, l'occidentalisation des rives orientales et méridionales de la Méditerranée s'est notamment concrétisée par l'empire romain d'Orient : Constantinople en fut une centralité ; Byzance a été à la fois un grand témoin d'une occidentalisation de l'Asie mineure et le témoin d'une orientalisation de l'Europe. Saint Paul, saint Augustin, l'un des Pères de l'Église chrétienne, depuis l'Afrique du Nord, Thomas d'Aquin ont entretenu des rapports intellectuels avec les écrits d'Aristote, voire de Platon. Le christianisme d'essence occidentale a inauguré son action conquérante d'ampleur « universelle » au Proche-Orient, intellectuellement d'abord, politiquement ensuite, militairement surtout lors des Croisades. Les contacts avec l'Extrême-Orient ont été illustrés par les frères Polo qui ont parcouru l'Europe et l'Asie, jusque chez l'empereur de Chine. Dans les Deux-Siciles, les Normands sont venus se frotter à la civilisation « orientale », par les « colonies » grecques interposées, en suscitant un empire anglo-franco-italien avant l'heure, avec l'appui du pape.

Au Moyen Âge, la Hanse, vaste organisation portuaire centrée autour de Lübeck et de Hambourg, a contribué à créer une Europe maritime et fluviale, à partir du début du XIII^e siècle jusqu'au début de l'époque moderne, s'établissant sur la Volga inférieure et sur la rive méridionale de la mer Noire. Sa décadence n'a commencé qu'au XVI^e siècle, mais elle n'a disparu vraiment que dans la première moitié du XVIII^e siècle.

Les évolutions significatives de l'Europe, à partir de l'époque moderne, s'appuient sur les racines déjà ancrées dans la Préhistoire, l'Antiquité et le Moyen Âge. Elles renforcent, au fil des siècles, les singularités et les diversités, exprimées par les marques imprimées aux paysages et aux sociétés qui les façonnent. Une attention particulière et séculaire est portée aux ressources vitales d'abord, puis, de manière croissante à partir de l'irruption industrielle, aux biens de forte

spéculation économique. À ce sujet, la signification historique de la forêt en tant que ressource centrale est symbolique : l'humanité européenne passe des usages de l'exploitation mesurée des forêts par les charbonniers celtes aux abus contemporains inhérents à la financiarisation abusive de la ressource.

Grandes dates des faits qui ont marqué l'Europe d'une façon ou d'une autre jusqu'en 1945

Avant J.-C.

3000 : premières traces de civilisation en Crète
2 500 environ : apparition des premiers Indo-européens en Asie Mineure ?
1750-1580 : épanouissement de la civilisation crétoise
1580-1400 : suprématie de Cnossos en Crète ; affirmation de Minos
autour de 1500 : installation des Juifs en Palestine (création de la Judée)
1300 : apparition de l'alphabet, les Aryens s'installent en Inde
autour de 900 : invasion de la Gaule par les Celtes
autour de 850 : composition des poèmes homérique (Iliade, Odyssée)
autour de 850-800 : installation des Étrusques, venus d'Asie mineure, en Étrurie
autour de 776 : naissance des Jeux olympiques
753 ? : naissance de Rome
704 ? : invention de la trière
680 ? : invention de la monnaie
616 ? : début de la dynastie des Tarquins (Étrusques) à Rome
600 ? : fondation de Marseille
594/3 : législation de Solon à Athènes
autour de 560 : création de la colonie grecque de Naucratis en Égypte
509 ? : chute des Tarquins à Rome ; création de la république
508 : réformes « démocratiques » de Clisthène à Athènes
494 ? : création du tribunat de la plèbe à Rome
490 : bataille de Marathon
480 : bataille de Salamine
447-38 : construction du Parthénon
443 : apogée de Périclès
431-404 : guerre du Péloponnèse
408 : rencontre de Socrate et de Platon
390 : prise de Rome par les Gaulois
343 : Aristote, précepteur d'Alexandre
334-323 : conquête de l'empire perse par Alexandre ; à la mort d'Alexandre, formation des monarchies hellénistiques
279 : invasion de la Grèce par les Galates
-264-241 : première guerre punique
219-201 : seconde guerre punique
146 : destruction de Carthage et de Corinthe par les Romains

133 : Attale III de Pergame lègue son royaume aux Romains

66-63 : conquête de Pompée en Orient

59-50 : conquête de la Gaule par César

autour de 30 : disparition définitive des États gréco-indiens

Après J.-C.

43 : conquête de la Bretagne par les Romains

autour de 45-67 : missions de saint Paul

166 : première invasion des Germains en Italie

324 : Constantin, seul empereur romain

330 : fondation de Constantinople

380 : le christianisme, seule religion autorisée dans l'empire romain

395 : première invasion des Huns dans l'empire romain

397-98 : les *Confessions* de saint Augustin

476 : chute du dernier empereur d'Occident

484 : premier schisme entre Rome et Constantinople

à partir de 568 : les Lombards en Italie du Nord

711-13 : conquête de l'Espagne par les Arabes

732 : les Arabes évincés de Gaule

800 : Charlemagne, successeur des empereurs romains d'Occident

842-43 : les Serments de Strasbourg ; traité de Verdun

864 : conversion du tsar des bulgares au christianisme

878 : conversion du roi du Danemark au christianisme

975 : expédition de l'empereur byzantin Tzimiscès aux portes de Jérusalem

999 : l'empereur germanique Otton III installe sa capitale à Rome

1009 : début des conquêtes normandes en Italie du Sud

1099 : prise de Jérusalem par les Croisés

1198 : union du Saint Empire romain germanique et du royaume de Sicile

1237-41 : conquête mongole de la Russie et expédition en Pologne

1241 : création de la Ligue hanséatique ou Hanse, qui a fini par réunir jusqu'à la fin du XV^e siècle environ 64 villes portuaires d'Europe allant de la Baltique et de la

- mer du Nord jusqu'en Russie, le long de la Volga
- 1261** : « Commentaires sur Aristote » de saint Thomas d'Aquin. Reprise par les Byzantins de Constantinople aux Francs
- 1271-95** : voyage de Marco Polo en Chine
- 1338** : occupation du Bosphore par les Turcs ottomans
- 1378** : début du grand schisme d'Occident
- 1453** : prise de Constantinople par les Ottomans
- fin du XV^e-XVI^e siècles** : ère des grandes inventions et des grandes découvertes mondiales par l'Europe
- 1521** : excommunication de Luther, début de la Réforme
- 1571** : bataille de Lépante
- 1648** : traités de Westphalie
- 1651** : Acte de navigation en Angleterre
- 1683** : siège de Vienne par les Turcs
- 1751** : publication de l'« Encyclopédie »
- 1789** : Révolution française
- 1792** : début des guerres de la Révolution en Europe
- 1815** : fin de l'ère napoléonienne et Sainte Alliance
- 1821** : insurrection grecque
- 1830** : révolution de Pologne, indépendance belge, conquête d'Alger par la France
- 1834** : « Zollverein »
- 1853-55** : « Essai sur l'inégalité des races » de Gobineau
- 1859-61** : unité italienne
- 1871** : proclamation de l'empire allemand à Versailles
- seconde moitié du XIX^e et début du XX^e siècles** : nouvelles conquêtes coloniales par les puissances d'Europe occidentale ; affrontements en Afrique et en Asie
- 1896** : fondation des Jeux olympiques modernes
- 1914-18** : Première Guerre mondiale (Grande guerre)
- 1917** : Révolution d'octobre : disparition de l'empire tsariste, vers l'URSS et son empire
- 1918** : disparition des empires allemand et austro-hongrois
- 1919-39** : échec de la Paix et établissement des fascismes
- 1939-45** : Deuxième Guerre mondiale
- 1945** : disparition définitive de l'hégémonie européenne ; consécration de l'empire états-unien ; émergence d'un monde bipolaire, américain et soviétique.

II. VERS UNE DÉFINITION PRATIQUE DE L'EUROPE

Contenu, contenant et dimensions territoriales sont des interrogations constantes dans la réflexion sur la notion d'Europe en général (Maignial, 1964 ; Beaujeu-Garnier, 1982 ; Glässer, 2003), sur le devenir de l'Union européenne en particulier (Vollmer, 2006). Présentons quelques-unes des approches typiques, voire fondamentales, à ce sujet. L'encadré suivant, fruit de la réflexion d'un géographe à l'époque du mur de Berlin et du rideau de fer, donne le ton.

L'Europe, selon Max Derruau

« La petite Europe n'est qu'une péninsule de l'Asie. Aussi est-il difficile de lui fixer une limite du côté du continent asiatique. Dans l'esprit des Occidentaux, cette limite a souvent varié : les Anciens la plaçaient au Don ; nous la fixerons à l'Oural, comme il est classique de le faire aujourd'hui. On pourrait s'attarder dans des discussions interminables sur la légitimité de cette coupure, et, de fait, la colonisation russe dès le XVI^e siècle, et la politique actuelle de l'Union Soviétique, tout en cherchant à maintenir l'autonomie culturelle de chaque peuple, ont effacé la frontière de l'Oural. Aussi, tout en arrêtant l'Europe à cette barrière aisément franchissable, étudierons-nous dans ce livre la partie soviétique de l'Asie.

Avec l'Europe, il faudrait traiter les établissements européens d'outre-mer : colonies de peuplement restées ou non sous une domination politique européenne, colonies d'encadrement où l'Europe a investi, tous ces prolongements économiques qui s'intègrent dans des zones monétaires telles que la zone sterling ou la zone franc. C'est la moitié du monde qu'il faudrait alors étudier, en pénétrant dans des milieux qui n'ont rien d'euro-péen. Nous nous contenterons d'évoquer les avantages et aussi les difficultés qui naissent pour les métropoles de cette situation, et, bien entendu, nous ne franchirons pas les mers et les océans qui bordent la première "partie du monde".

[...] l'Europe n'est guère mieux définie par les océans et les mers qui la bordent – Atlantique, Méditerranée – que par le Don, le Caucase ou l'Oural. Que faire de l'Islande, une Européenne, ou une Américaine ? Comme elle n'est peuplée que de Scandinaves, on convient de la rattacher à l'Europe, bien qu'elle soit plus proche du Groenland que de la côte norvégienne ou de l'Écosse... Quant à la Méditerranée, elle constitue une limite naturelle plus commode qu'incontestable. L'Afrique du Nord rappelle la Péninsule ibérique par son relief à tel point que le parallèle est classique entre le Rif et la Chaîne Bétique, entre la plaine du Sébou et celle du Guadalquivir... »

Max Derruau, *L'Europe*, 1961, Paris, Hachette, p. 1-2.

Signalons, à titre de curiosité politique, que de Gaulle a cru pouvoir restreindre, un moment donné, l'Europe au territoire allant « de l'Atlantique à l'Oural », ayant eu sciemment la mémoire courte en feignant d'ignorer combien la Grande-Bretagne avait contribué à la structuration culturelle, scientifique, technique et économique de l'Europe, utile à la reconquête du continent contre la domination nazie, puis, après l'effondrement de celle-ci, présente comme contre poids à l'URSS, appuyée sur les États-Unis.

Qu'en est-il de l'identité européenne de la Russie ? (Wackermann, 2007 a et b). République issue de l'URSS, dotée d'une constitution en 1993, cette immensité territoriale eurasiatique (plus de 17 millions de km², plus de 150 millions d'habitants) est **profondément ancrée dans la nature et l'essence même, ainsi que dans les comportements européens**. Et cela, tout particulièrement pour ce qui concerne sa portion territoriale européenne, dans laquelle s'est déployé son cerveau politique, religieux et culturel étatique, à travers ses capitales historiques, Moscou, Saint-Pétersbourg, puis de nouveau Moscou. Au XVI^e siècle, Pierre-le-Grand a tracé la voie, situant même sa capitale sur le pourtour oriental de l'Europe baltique, cette mer intérieure qui a donné naissance à l'orée du Haut Moyen Âge l'éblouissant mouvement de la Hanse, sous-tendu au-delà du Moyen Âge par le rayonnement de ses cités portuaires, maritimes et fluviales, jusque dans l'aire de la mer Noire, au contact de l'Asie. Au XIX^e siècle, le tsar Nicolas II aurait voulu moderniser la vie politique et évoluer vers un régime tant soit peu démocratique ; mais comme Louis XVI, il n'est pas allé jusqu'au bout, hésitant à contrer l'opposition du bloc des privilégiés.

Depuis son pôle de commandement occidental, l'État russe a modelé progressivement la nation russe, une nation resserrée autour de certains de ses tsars, puis, sous la Seconde Guerre mondiale, de Staline, qui a fini par incarner Pierre le Grand lors de l'invasion nazie, revêtant pour l'occasion l'uniforme emblématique de maréchal de l'Union soviétique. Cette emprise occidentale, exprimée notamment par l'origine à dominante « européenne » de l'essentiel des dirigeants du pays, a marqué progressivement et de plus en plus, mais plus ou moins, l'ensemble de l'empire constitué en Asie. C'est la raison pour laquelle la Russie a toujours été la partie la plus avancée de l'URSS, ayant évolué et progressé depuis Pierre-le-Grand dans le sillage de l'Intelligentzia, de l'ambiance de développement technique des Europes occidentale et centrale. La période soviétique a parachevé la première phase de l'ère industrielle, amorcée durant la fin du tsarisme, celle, décisive dans l'histoire du progrès économique et social, appuyée sur l'industrie lourde. Une industrie lourde cultivée au-delà du temps qui lui était imparti, une situation qui a fortement pénalisé le pays durant la dernière phase du régime communiste-collectiviste.

Aussi la Russie a-t-elle eu du mal à s'insérer au monde post-communiste, moins difficilement toutefois que sa partie asiatique et les autres ex-républiques soviétiques. En dépit du retard acquis, elle a pu intégrer le vaste mouvement technologique qui s'est emparé du monde occidental après la Deuxième Guerre mondiale et, surtout, après la chute du régime soviétique. La mondialisation qui s'est ensuivie y a trouvé les points d'appui indispensables pour s'y déployer, des supports parmi les moins éloignés de ceux de l'Occident et de l'Asie occidentalisée.

À ce titre, l'engagement de l'OCDE vis-à-vis de la Russie a commencé dès le début des années 1990, au moment de la disparition officielle de l'URSS et de la renaissance de la Russie. Le programme de travail OCDE-Russie, aussitôt amorcé, a porté sur le processus de mise en œuvre des réformes de marché en Russie, notamment la refonte de la réglementation, de la fiscalité, de la concurrence et de l'investissement. En 1997, l'OCDE et le gouvernement russe

sont convenus que l'adhésion éventuelle de la Russie devait être considérée comme un « objectif final » commun.

En 2007, l'OCDE, dans le cadre de sa stratégie d'élargissement, a invité la Russie à entamer les discussions en vue d'une adhésion. Le lancement officiel des discussions, à un moment où les gouvernements du globe ont eu à faire face à la plus grave crise financière et économique que le monde n'ait jamais connue, coïncide avec la publication, par l'OCDE, des données relatives à la chute de 6,8 % du PIB de la Russie en 2008, et de l'annonce d'un retour vers la croissance de 3,8 % en 2010. L'OCDE estime que « la Russie a beaucoup à apporter en termes de contribution potentielle aux échanges mondiaux » et entreprend, au courant de 2009, les examens requis pour voir si la Russie s'est conformée aux 200 instruments juridiques et normes de l'institution. Ces instruments balayent tous les domaines « chauds » qui concernent directement l'organisation et le fonctionnement du globe : la politique publique, le gouvernement d'entreprise, la lutte contre la corruption à l'investissement, la concurrence, la politique du travail et l'environnement.

En 2009, la nouvelle Russie est appelée à participer à la réunion ministérielle de l'OCDE consacrée à « la crise et au-delà : bâtir une économie plus forte, plus propre, plus juste », avec les quatre autres pays dont l'adhésion est en cours de négociation – le Chili, l'Estonie, Israël et la Slovaquie – ainsi qu'avec les cinq États concernés par la procédure d'« engagement renforcé » avec l'OCDE : l'Afrique du Sud, le Brésil, la Chine, l'Inde, l'Indonésie.

Les dirigeants Russes prétendent être des Occidentaux et entendent être traités en tant que tels, d'autant plus qu'ils sont à même de cultiver de près des rapports avec l'Asie et avec les pays en développement, une tradition héritée de l'époque soviétique, le Second monde étant alors plus proche du tiers-monde, idéologiquement, politiquement et socialement, que le « premier monde », incarné par le capitalisme américain.

Cependant, bien que le redéploiement de l'armée russe se soit polarisé dans la région du Caucase, la méfiance qu'entretiennent les responsables russes, notamment militaires, à l'égard de l'Occident, en particulier de l'OTAN, est tenace. Les progrès croissants en matière de hautes technologies des armées occidentales, à la suite des guerres du Golfe et dans les Balkans, ont contribué à élargir le fossé qui sépare les performances des armées occidentales de celles de l'armée russe. Aussi la méfiance continue-t-elle à nourrir les réflexions de l'État-major russe. Il est vrai que le pouvoir civil s'impose toujours davantage à la sphère militaire conservatrice. Il entend repenser la place militaire de la Russie sur la scène internationale en vue d'assumer des arbitrages entre l'Occident et le restant du monde (Wackermann, 2007 a et b). Il est toutefois intransigeant à son tour dès lors qu'il s'agit d'affirmer sa volonté géopolitique de nature universelle, n'oubliant pas que sa population demeure profondément fière de son passé de grande puissance, même si celle-ci a été artificiellement reconnue sur le plan économique par les États-Unis jusque vers 1989.

Signalons à ce propos que certains intellectuels russes en mal d'identité depuis l'affaiblissement géopolitique mondial et la réduction territoriale du pouvoir moscovite, consécutivement à la disparition de l'URSS, se sont raccrochés à la conception du Britannique Halford Mackinder, mort en 1947. Mackinder fut l'un des initiateurs de la géopolitique anglaise, et européenne en général. Il s'est par ailleurs inspiré du géographe allemand Ratzel, selon laquelle l'Eurasie était le « pivot géographique de l'histoire », centré sur la Russie. Il a en outre perçu un grand continent eurasien/africain, composé de six régions naturelles, par contraste avec l'Europe qui, selon lui, n'en avait que deux : l'Europe proprement dite avec le Maghreb non saharien et la Turquie, d'une part, une population de paysans et de marins, ainsi que de cavaliers nomades appuyés sur le « Heartland » sibérien et son littoral arctique de l'autre. Il n'a pas hésité à affirmer que, dans la course à la domination du globe, celui « qui tient l'Europe orientale tient le 'heartland', qui tient le 'heartland' domine l'île mondiale, qui domine l'île mondiale domine le monde ». Ajoutant aussitôt – c'est à l'époque de l'Entre-Deux-Guerres, que cette constellation était rendue possible soit par une alliance germano-russe complétée facilement par l'apport de la Suède et de la Turquie, soit par la conquête bolchévique. Pour les adeptes russes actuels de cette vision, contraire en somme au matérialisme historique, mais favorable, grâce la géographie, à un éventuel retour de la grandeur de leur pays, le « heartland » eurasiatique serait le centre

territorial d'une véritable offensive anti-occidentale à l'égard des deux côtés de l'Atlantique, européen et américain. L'élimination des USA permettrait de réduire à peu de choses le poids de l'Europe occidentale face à l'Eurasie dominée par la Russie.

Une telle vision ne saurait être, en attendant, qu'une douce illusion : les États-Unis sont là pour rappeler tous les observateurs à la réalité. Comme en Méditerranée, où ils entendent demeurer géopolitiquement souverains tant sur la rive nord que sur celle du sud, peu importent les desseins de l'Union européenne et ceux de certains de ses membres pris individuellement, ils tiennent à maîtriser la situation, souvent conflictuelle, aux marges de la Russie, marquant également ici de leur empreinte diplomatique et de leur stratégie militaire le cours des événements (Hérodote, 2009).

Pour éviter des dérives, il importe d'offrir à la Russie une position internationale et même l'ancrer avec force au vieux socle historique de l'Europe occidentale et centrale, sans la frustrer de ses ambitions légitimes en Asie. Elle est, en effet, une puissance eurasiatique. Les nouvelles orientations de la Maison blanche, sous l'impulsion du président Obama, sont, par leur ouverture, de nature à donner un certain nombre de satisfactions au Kremlin. Déjà, lors de leur rencontre en juillet 2009, à Moscou, les présidents américain et russe, Obama et Medvedev, sont convenus de ne plus rendre tributaire le bouclier antimissile états-unien en Europe de l'Est que de la menace nucléaire iranienne. Indépendamment des orientations de ces deux puissances, il apparaît cependant clairement que **sans une Europe forte à l'ouest de la Russie, le contre poids européen à cette puissance eurasiatique ne saurait se concrétiser suffisamment.**

Le cas de la Turquie (près de 780 000 km², environ 70 millions d'habitants) est particulièrement complexe, quoiqu'étroitement lié durant l'Antiquité au cheminement de l'Europe sud-orientale et, par là même, par la Grèce interposée, au rayonnement de la culture antique, et de façon durable, sur l'ensemble de l'Europe. Pendant le Moyen Âge, Byzance a continué à sous-tendre cette permanence jusqu'à la chute de Constantinople, en 1453, prise par les Turcs ottomans qui ont pourtant commencé à reprendre le dialogue avec l'Occident dès le XVI^e siècle.

Le Roi Très Chrétien François I, pour des raisons géopolitiques d'envergure continentale européenne, caressant aussi des visées impériales, a noué des liens avec le sultan turc pour affaiblir les Habsbourg, détenteurs de la couronne du Saint Empire romain, pris ainsi en tenaille. La Turquie n'a cessé, par la suite, d'apparaître comme une grande puissance méditerranéenne, invitée ou s'invitant sur l'échiquier politique européen, au gré des circonstances, des antagonismes et des alliances avec les puissances européennes, dont la Russie.

Dans les Balkans (Prévélakis, 1994), les vieux liens noués par l'empire austro-hongrois, culturellement et territorialement, à partir du XVIII^e siècle, sous l'impulsion de l'impératrice Marie-Thérèse et de son fils Joseph II, souverains « éclairés », sont demeurés vivants lors de l'occupation turque, au XIX^e siècle. La « diaspora souabe », c'est-à-dire de langue allemande, constituée de multiples communautés de peuplement en Europe de l'Est, jusqu'au fin fond de la Russie, a fait côtoyer des ressortissants de l'Europe chrétienne occidentale – catholique et protestante – avec des conquérants turcs et des autochtones islamisés.

Au XIX^e siècle et au début du XX^e siècle, la Grande-Bretagne, la Russie, la France et, après la réalisation de son unité en 1871, l'Allemagne, n'ont cessé de s'intéresser à la Turquie, soit comme alliée, soit comme adversaire, souvent alternativement. Le déclin de l'empire ottoman, vers la fin du XIX^e siècle, a attisé les appétits européens, d'autant plus qu'à l'initiative de la Grande-Bretagne, celui-ci, personnifié, a été déclaré « l'homme malade ».

Le nouvel empire surgit dans le nord de l'Europe, à la faveur du génie bismarckien, appelé l'Allemagne, issu de l'« éveil des nationalités » à l'époque napoléonienne, aussitôt accaparé par les princes, de facture prussienne et surtout protestante, opposé à la vieille monarchie impériale catholique des Habsbourg, a tenu à s'affirmer « mondialement » en Europe, face aux empires coloniaux britannique et français. Guillaume II, qui a incarné cette politique hégémonique, passant outre à la sagesse bismarckienne, a saisi l'occasion turque pour manifester les visées et la puissance allemandes.

Parallèlement à l'Autriche-Hongrie, l'Empire wilhelminien a poussé l'influence germanique plus vers le sud-est, vers ce que les hommes d'affaires et le gouvernement allemands ont appelé « l'Orient

turc». Dans le cadre de la « Weltpolitik » et de la « Weltwirtschaft » associées à l'expansion du « Deutschtum », le « Kaiser » pratiqua une politique proarabe qui lui permit en même temps de positionner son pays dans la compétition pétrolière internationale. L'aide fournie à l'Empire ottoman fut une excellente occasion de rayonner jusqu'en Syrie et en Mésopotamie.

Rivalisant avec l'Empire austro-hongrois au Proche-Orient, après avoir été de connivence avec lui, l'Allemagne arracha au Sultan turc la réalisation de la « Berlin-Bagdad-Basrah-Bahn », la ligne de chemin de fer des « 4 B ». L'axe ferroviaire Berlin – Bagdad – Bassorah (Basrah), appelé couramment « Bagdad-Bahn », qui a conduit jusqu'au golfe Persique, permit aux ingénieurs et techniciens allemands de conquérir l'estime, voire l'admiration des populations ; le souvenir en fut durable, à tel point qu'en 1917 le chef de la jeune République turque, Mustapha Kemal, dit Atatürk, rendit une visite de deux jours au Kaiser et à son état-major dirigé par le maréchal Hindenburg, au Grand Hôtel de Bad Kreuznach, pour décider de la suite à donner à la collaboration entre les deux États. L'aide technique se poursuivit. L'influence allemande sur l'architecture officielle turque, voire l'urbanisme, dura jusqu'en 1939, parallèlement à celle exercée par Le Corbusier sur l'ensemble du Moyen-Orient et la ville d'Izmir en particulier où cet architecte, qui s'est voulu aussi théoricien de l'urbanisme du futur, a séjourné pour la première fois en 1911. C'est après l'immense incendie de 1922 que Le Corbusier a imaginé un projet de reconstruction d'envergure, qu'il a repris après le second conflit mondial, en 1949, mais qui n'a jamais été réalisé. Demeureront fort marquants les nombreux croquis accompagnés de riches notes et exprimant des idées originales qui influenceront les projets de construction de villes vertes élaborés ultérieurement par cet architecte, par ci par là, sur le globe.

Toute cette mémoire collective joua en sens inverse après le Second conflit mondial, lorsque, depuis la Mésopotamie jusqu'en Bosnie-Herzégovine, des musulmans migrants décidèrent de s'installer en Europe occidentale, surtout en Europe centrale occidentale, notamment en Allemagne. Même après la prise de pouvoir de Khomeiny et l'instauration de la dictature islamiste en Iran, la plupart des Iraniens qui réussirent à s'échapper vinrent s'installer en Europe germanophone. Ils étaient environ 42 000 regroupés dans et autour de la capitale autrichienne à la fin des années 1990.

Signalons encore que la chute de la monarchie des Habsbourg, consécutive à la défaite de 1918 et le démantèlement de l'Empire, n'a pas pour autant interrompu les contacts entre les populations sédentarisées de langue allemande et les populations musulmanes qui, sur leurs territoires, se sont retrouvées dans de nouvelles constellations étatiques. De vastes brassages ont pérennisé des relations familiales, culturelles et économiques. Aussi n'est-il pas étonnant qu'après la Deuxième Guerre mondiale encore, lorsque la chape communiste-collectiviste s'est abattue sur l'Est européen, ceux qui ont fui le régime titiste ou stalinien aient choisi de se réfugier et de travailler en Autriche ou en Allemagne.

En Turquie, le « kemalisme » a exprimé, par sa volonté déterminée et intransigeante de modernisation, son souci de devenir le mieux possible un pays occidentalisé de caractère laïc, à travers son état d'esprit, ses institutions, sa législation, ses comportements quotidiens, son système scolaire, son affirmation géopolitique. Aussitôt après la Deuxième Guerre mondiale, la Turquie est devenue membre de l'OTAN et un territoire stratégique majeur des forces militaires atlantiques, placé sous la protection des États-Unis face à l'URSS. Istanbul a été déclarée « Ville européenne 2010 »...

Cet État a été élu membre du Conseil de l'Europe et est devenu un pays constituant de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques). Dans le cadre de l'OCDE, la Turquie participe régulièrement, à part entière, aux travaux de multiples commissions et groupes de travail. Elle fait des progrès dans sa mise en conformité avec les exigences des diverses Conventions élaborées au sein de l'OCDE, quoique des alignements fondamentaux ne soient toujours pas réalisés, compte tenu de son comportement politique partiellement équivoque. C'est ainsi qu'en 2009 elle ne répond pas encore à l'une des dispositions principales de la Convention anticorruption, ses entreprises n'encourant aucune responsabilité pour des faits de corruption transnationale.

Il est vrai que la Turquie, soucieuse d'adhérer à l'Union européenne, n'offre plus le profil proeuropéen qui était le sien depuis le tournant du début du XX^e siècle. Le Parti de la justice et du développement (AKP) au pouvoir actuellement, d'un islamisme modéré, met en avant son effort de stabilité, reléguant dans l'ombre bon nombre de valeurs laïques occidentales et, tout bonnement, une partie des principes élémentaires des droits de l'Homme (encadré suivant).

Le guet-apens de la stabilité en Turquie

« Dans un pays qui a beaucoup souffert de l'instabilité monétaire et politique, on peut facilement comprendre les craintes de la population. Mais attention à ne pas lier la stabilité aux cours de la Bourse ou au nombre de touristes, sans évaluer d'autres critères sociaux. Sinon, il faudrait conclure que ce sont des pays comme l'Arabie Saoudite ou la Corée du Nord ou toute autre forme de dictature qui jouissent de la plus grande stabilité. Si la démocratie n'est pas effective, la stabilité peut devenir une hypothèse dangereuse ».

Murat Yetkin, Radikal, Istanbul (2007), texte reproduit dans Courrier international, 872/19-25 juillet 2007, p. 13.

Il convient, néanmoins, de ne pas se voiler la face. L'Europe, en dépit de sa force économique, de ses potentialités scientifiques, technologiques et culturelles, de son rôle de phare de la démocratie, n'a toujours pas trouvé la masse critique communautaire nécessaire à la reconnaissance mondiale d'une grande puissance. Physiquement, démographiquement elle reste « un petit continent » (encadré ci-dessous).

L'Europe, un petit continent en Eurasie occidentale : une superficie d'environ 10,5 millions de km², limitée par l'Oural à l'Est, constituant à peine 1/15 des terres émergées du globe.

« D'ouest en est, la péninsule s'épaissit, se rattachant à la masse eurasiatique au-delà d'une succession d'isthmes de plus en plus larges : Pyrénées, 400 km ; mer du Nord-golfe de Gênes, 850 km ; mer Baltique / mer Adriatique, 1 000 km ; mer Baltique / mer Noire, 1 200 km ; mer Blanche-mer Noire, 2 000 km » (cf. chapitre suivant : Vanderhoff, Dézert, 2008).

une population de près de 750 millions d'habitants, soit à peine 11,2 % de la population mondiale, contre 60,4 % pour l'Asie, 14,2 % pour l'Afrique, 8,6 % pour l'Amérique latine et caribéenne, 5,1 % pour l'Amérique du nord et 0,5 % pour l'Océanie.

Une population vieillissante (Dumont, 2006).

III. VERS L'UNITÉ EUROPÉENNE : ASSOCIATION OU INTÉGRATION DES ÉTATS ?

L'unité, nous l'avons entrevu à plusieurs reprises, demeure une priorité absolue, un impératif majeur (figure ci-après).

L'idée d'Europe demeure complexe (Dézert, 1998 ; Chaigeau, 1993) et le rôle civilisateur de l'Europe contesté, en dépit des atouts déjà signalés. Des Européens ont été fiers eux-mêmes d'afficher leur participation à la domination du globe. Ils ont imposé aux peuples non européens leurs armes, leur colonisation avec leur missionarisme sous tous azimuts et la kyrielle de répercussions : emprise politique, institutionnelle, législative, culturelle, linguistique, religieuse, socio-économique...

La critique de ce comportement dominateur et hégémonique, renforcé considérablement à la faveur de la puissance industrielle, a toutefois surgi dès les débuts de la colonisation. Le moine Las Cazès, par exemple, a contré dès le XVI^e siècle la propagation, par les missionnaires politiques et religieux, de l'idée selon laquelle la personne de couleur n'avait pas d'âme. Montaigne, par son ouverture d'esprit et son bon sens, appuyé sur son don de l'observation lors de ses nombreux voyages, a fortement relativisé « la pensée unique ». La Réforme, avec Luther et Calvin, a rompu avec celle-ci, introduisant dans la société européenne l'apport critique de l'humanisme, en ébranlant les certitudes imposées par l'Église romaine, déjà obligée de